



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

D'Athènes à Paris Public, privé **TOUS ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ**

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 11 JUIN 2015

Le week-end dernier, on a de nouveau assisté à un round de négociation entre le gouvernement grec d'Alexis Tsipras et les institutions de l'Union européenne.

Dans ce pays, après 5 ans de cure d'austérité, le quart de la population et la moitié de la jeunesse est déjà au chômage, les salaires et les retraites ont été dramatiquement amputés et les services publics démantelés. Mais parce qu'ils veulent le remboursement intégral de la dette (une dette qui n'est pas celle du peuple grec), la Commission Européenne – soutenue par Merkel et Hollande – exigent de la Grèce de nouvelles coupes dans les retraites, notamment en supprimant les primes accordées aux retraités les plus pauvres. Ils réclament aussi une hausse de la TVA à 11% sur les produits de base comme l'alimentation et jusqu'à 23% pour l'énergie.

Hollande, du côté des étrangleurs, en Grèce comme en France

Main dans la main avec Angela Merkel, François Hollande – celui qui avait soi-disant déclaré la guerre à la finance – est complice de l'odieux chantage. Pour eux, soit Tsipras accepte de renier toutes ses promesses électorales, soit ce sera l'asphyxie financière.

Lorsqu'il déclare : « À Alexis Tsipras d'engager le dialogue. À lui aussi de comprendre que des règles existent, et qu'elles doivent être respectées », le message est clair. Pour imposer toujours plus d'austérité en France, Hollande a besoin de prouver que même lorsque le peuple grec vote pour en finir avec l'austérité, il n'y a pas d'autre politique possible.

En France, le gouvernement accélère les attaques

C'est aussi sous prétexte de « dette publique » et de lutte contre les déficits, qu'ici, comme dans toute l'Europe, le système public de santé subit les attaques destructrices des politiques d'austérité. Ces attaques rendent l'accès aux soins de plus en

plus difficile par la baisse de la part des soins remboursés par la Sécurité sociale, l'augmentation du coût des mutuelles, les franchises médicales, les dépassements d'honoraires.

Ces réformes visent aussi à ouvrir plus largement le marché de la santé aux intérêts privés : assurances, hospitalisation privée, laboratoires pharmaceutiques...

Non seulement Hollande n'est pas revenu sur les contre-réformes de Sarkozy, mais il en accélère la cadence, notamment avec la « loi de santé », dite loi Touraine, actuellement en discussion à l'Assemblée.

C'est tous ensemble que nous gagnerons

Face à ces politiques, des luttes ont lieu : luttes des populations contre les fermetures d'établissements de proximité ou de services, luttes des personnels hospitaliers pour la défense des RTT, de leurs conditions de travail et des emplois statutaires...

La lutte aujourd'hui engagée par les personnels des Hôpitaux publics de la région parisienne ne concerne pas que les personnels hospitaliers. C'est aussi de l'avenir de l'Hôpital public et du droit à la santé pour tous qu'il est question. Elle est aussi un maillon de la lutte de

l'ensemble des salariés de la fonction publique.

Ce 11 juin, hospitaliers et professeurs des collèges sont à nouveau en grève et dans la rue. Et le 13 juin aura lieu à Guéret une manifestation nationale pour la défense de tous les services publics. Le 25 juin, ce sera la mobilisation nationale de la santé et de l'action sociale initiée par la CGT, SUD et FO.

Mais les combats menés par les personnels de la santé et de l'Éducation nationale concernent toute la société. C'est l'affaire de toutes et tous d'aider à leur convergence, de leur donner une suite, pour stopper les attaques du gouvernement et du patronat. Il faudra qu'ils se rejoignent, dans la rue et dans la grève, public et privé. Ce n'est qu'ainsi, en France, en Grèce ou ailleurs, que nous pourrons enfin gagner.



À PARIS, INHUMANITÉ

Dans les rues de Paris, des centaines de migrants ont été brutalement agressés par la police. Comme l'ont montré les images vues à la télé, coups de matraques et grenades lacrymogènes les dispersent des lieux sur la voie publique où ils trouvent refuge dans des conditions odieuses.

Les conventions internationales protégeant les réfugiés ne sont même pas appliquées en plein Paris.

Le gouvernement Hollande Valls est directement responsable. Les différents échelons, gouvernement, préfecture, mairie de Paris ou mairies d'arrondissement se renvoient la balle pour refuser toute solution.

Alors que l'Etat possède 11 millions de m² de logements vacants, les moyens existent pour que les migrants soient logés dans des conditions dignes qui leur permettent d'effectuer les démarches nécessaires à leurs choix.

La mobilisation qui a commencé auprès des migrants doit s'amplifier. Mettre fin au harcèlement policier, imposer un hébergement décent, et exiger la régularisation des sans-papiers et l'ouverture des frontières, ce serait une politique simplement humaine.

LICENCIER SANS FRAIS POUR MIEUX EMBAUCHER ?

Valls nous apprend que si les patrons refusent d'embaucher malgré les milliards d'allègements fiscaux ou sociaux offerts par le biais du CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi) ou du Pacte de croissance, c'est parce qu'ils craindraient... de ne pas pouvoir licencier sans risque.

Et c'est pour leur faciliter la tâche que notre ministre accède à une vieille revendication du MEDEF, en « sécurisant » leurs licenciements abusifs, ceux que les prud'hommes sanctionnent. Désormais, les indemnités versées aux travailleurs licenciés sans « *cause réelle et sérieuse* » seront plafonnées, au lieu d'être calculées en fonction du préjudice réellement subi. Grâce à cette mesure pourrie, c'est dès la signature du contrat de travail que l'employeur saura et pourra provisionner ce que lui coûtera un licenciement abusif !

Le socialiste Valls aime tellement les patrons qu'il est prêt à démanteler tout ce qui protégeait encore un peu les salariés, face à l'arbitraire patronal.

INSPECTRICE DU TRAVAIL EN ACCUSATION

Son crime, aux yeux de l'entreprise Tefal à Annecy : avoir simplement fait son travail, relever des clauses illégales dans un accord sur le temps de travail ou mis en demeure l'entreprise d'installer un système de captation d'émanations chimiques.

MEDEF, préfet, renseignements généraux... tous les réseaux du pouvoir ont été mobilisés pour tenter d'obtenir la mutation de l'inspectrice. Elle est même assignée en correctionnelle par Tefal pour recel de documents confidentiels et violation du secret professionnel.

On comprend mieux comment, avec la loi Macron, le gouvernement prépare la dépénalisation des infractions patronales. Inadmissible, avec Tefal, c'est le procureur d'Annecy qui prend les devants en traînant sur le banc des accusés le droit du travail et l'inspection du travail ! Un monde à l'envers !

LE CHOIX DES TRAVAILLEURS TURCS : LA GRÈVE

En Turquie, la semi-défaite du parti AKP d'Erdogan, qui n'a pas obtenu la majorité absolue, et l'entrée au parlement du parti HDP, parti « prokurde », ont fait la une des journaux TV. Mais l'actualité turque, depuis un mois, c'est un mouvement de grève qui n'a pas cessé pendant la campagne électorale.

Les travailleurs exigent des augmentations de salaire et la liberté de s'organiser comme ils le souhaitent. Après les grèves dans les usines automobiles Renault, Ford, Fiat, la grève s'est propagée dans d'autres entreprises, notamment celles du secteur de l'énergie, dans tout le pays : Istanbul Ankara ou Izmir... Des grèves contre les salaires de misère. En agissant eux-mêmes, les travailleurs de Turquie ont fait mieux que de bien voter.

FN : DU BLANCHIMENT D'IDÉES SALES À L'ARGENT SALE

Mains propres, le père Le Pen ? Selon une enquête de Mediapart, le leader d'extrême droite avait planqué, par l'intermédiaire de son majordome, la modique somme de 2,2 millions d'€ en Suisse, avant de la transférer en mai 2014 aux Bahamas.

Ainsi, l'ex-président d'honneur du FN, qui se présente comme le parti des pauvres et des « sans grade », planque dans les paradis fiscaux l'équivalent de 125 années de SMIC brut.

Quant au micro-parti de sa fille, dénommé « Jeanne » et destiné à encaisser les fonds publics, il est mis en examen pour escroquerie. Tout comme Frédéric Chatillon, patron d'une société de communication proche de madame et financée par Bachar El-Assad, le dictateur syrien (un ami). Le financement du FN par des banques russes aux ordres de Poutine pose lui aussi question...

Ces gens-là ne sont pas encore au pouvoir qu'ils sont déjà pourris jusqu'à la moelle.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique